

SANTÉ

Le réchauffement de la planète favorise les maladies émergentes

Page B 6



IDÉES

Désarroi chez les intellectuels

Page B 5

C A H I E R  
B

LE DEVOIR

# PERSPECTIVES

Diplomatie fébrile

## L'ONU ensablée

Blair est dans un grave pétrin

GUY TAILLEFER  
LE DEVOIR

Ce fut la semaine de toutes les tractations à l'ONU. Semaine marquée par un enchevêtrement de propositions de délais, d'amendements et d'annexes destinés tout autant à trouver au Conseil de sécurité un terrain d'entente au sujet de l'Irak qu'à sauver les meubles pour le premier ministre Tony Blair, aux prises avec une fronde anti-va-t-en-guerre au sein de son parti, le Parti travailliste, qui menace son avenir politique personnel.

Résultats: une diplomatie dans les limbes, une amitié anglo-américaine mise à mal, des pro et des anti-guerre dans un état de polarisation extrême, alors qu'en Irak, le régime et les Irakiens s'attendent toujours à ce qu'on les bombarde. Le vote sur la résolution conjointe des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne (comportant la date butoir de lundi prochain, 17 mars), que la Maison-Blanche avait souhaité voir se tenir mardi dernier —

« Quand est-ce qu'on vote et sur quoi? »

quitte à le perdre, a même déclaré George W. Bush — a été reporté à lundi, si tant est qu'il ait même lieu.

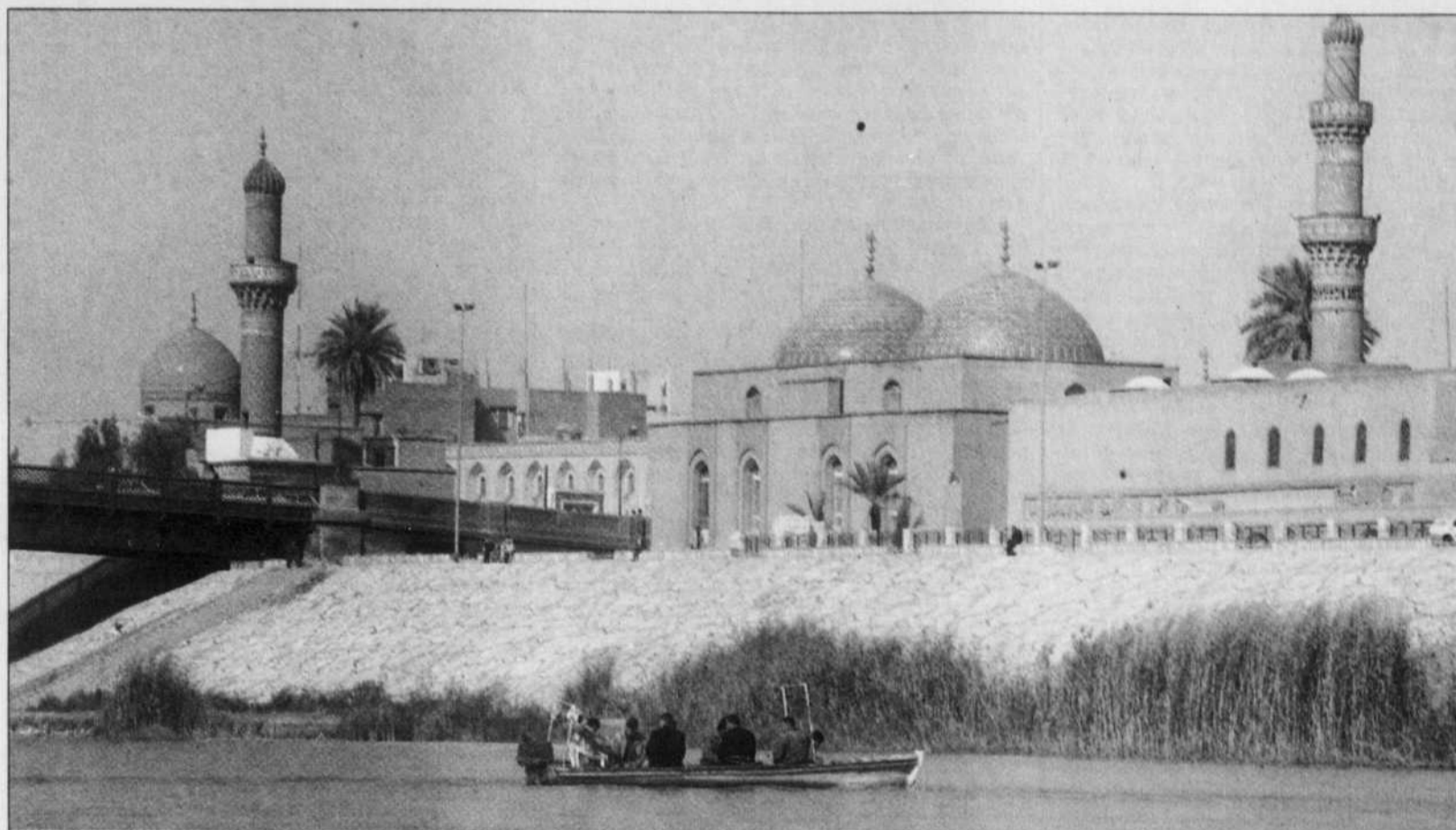
Pendant ce temps, une tempête de sable balayait mercredi et jeudi le désert koweïtien sous la poussée du shamal (ce puissant vent estival de l'Irak et du golfe Persique), donnant à 160 000 soldats américains et britanniques un avant-goût de ce qui les attend s'ils s'aventurent en Irak, où les températures atteignent l'été les 50 degrés Celsius. Dans au moins deux sens du terme, le temps — le blocage à l'ONU et la météo dans le Golfe — a résisté cette semaine au bellicisme américain.

Au milieu de la confusion, la Maison-Blanche n'a jamais paru aussi disposée à faire cavalier seul. Vrai que, pour rendre service à Tony Blair, elle s'est retenue cette semaine de lâcher ses troupes militaires sur l'Irak sans approbation onusienne. N'empêche qu'en réaction aux difficultés intérieures de M. Blair, dont l'obsession anti-Saddam fait se dresser les cheveux sur la tête de la classe politique et de l'opinion publique britanniques, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, est allé mardi jusqu'à dire que les Américains pourraient faire la guerre sans la Grande-Bretagne. Remarque fort mal reçue à Londres. C'est à se demander, pour reprendre les mots de la chroniqueuse du *New York Times*,

VOIR PAGE B 2: ONU



REUTERS  
George W. Bush et Colin Powell ont eu une semaine passablement chargée.



Des Irakiens en promenade sur le Tigre, lequel traverse Bagdad, passent devant le collège Mustansiriya. Les gens de la capitale craignent de nouveaux bombardements des ponts de la ville, qui sont vitaux dans la vie quotidienne. En 1991, trois des douze ponts de la ville avaient été détruits.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Une guerre urbaine annoncée

## Voir Bagdad et faire la guerre

La prise de la capitale irakienne pourrait s'avérer plus difficile que prévu

Dans leur fuite en avant pour repeindre l'Irak aux couleurs de la démocratie américaine, les États-Unis devront nécessairement passer par la prise de Bagdad. Pourrait s'y livrer la mère de toutes les batailles de la deuxième guerre du Golfe. Le Pentagone avance un scénario optimiste: chute rapide du régime, résistance réduite à sa plus simple expression. D'autres redoutent tout le contraire: une guerre urbaine sanglante.

GUY TAILLEFER  
LE DEVOIR

Les Irakiens et les Américains ont ceci en commun qu'ils partagent la même « culture du fusil », écrivait cette semaine de Bagdad le correspondant du *Christian Science Monitor*, quotidien bostonien d'informations internationales. Chaque Irakien a sa kalachnikov et son pistolet, ce qui fait de la société irakienne l'une

des plus lourdement armées du monde. En Irak, un dictionnaire machiste dit: « Donne tout à ton ami, sauf ta voiture, ta femme et ton fusil ». Michael Moore pourrait aller en Irak y filmer une suite à son *Bowling For Columbine*.

Pendant que le régime, pour tenter de différer les frappes anglo-américaines, détruit ses missiles al-Samoud 2, les Bagdadiens empiètent les munitions, dépoussièrent leurs vieux fusils et s'en font distribuer de tout neufs par le parti Baas. Les 43 armureries de la capitale font de bonnes affaires, dit le *Monitor*. Un fusil coûte 100 \$US. Le pistolet Tarik, un produit local, en vaut 200. « C'est dans notre culture d'avoir une arme à la maison », affirme un armurier.

À cette culture générale se joint l'état de surarmement de milices et de clans antagoniques sur lesquels Saddam Hussein a appuyé sa dictature. L'armée irakienne, elle, n'est peut-être plus l'ombre de ce qu'elle était en 1990, mais la garde républicaine du président, une armée prétorienne de 50 000 à 70 000 hommes, est copieusement équipée d'armes essentielles au combat en zone urbaine: fusils d'assaut, mitrailleuses, grenades, armes antichars — et aussi, avantage non négligeable, connaissance des moindres recoins du champ de bataille. « Et si Saddam Hussein, dit de son côté le *Los Angeles Times*, se montrait assez barbare pour employer des armes chimiques dans sa propre capitale, l'affaire pourrait tourner à l'horreur. »

Ville-poudrière

C'est dans cette Bagdad-poudrière que les soldats américains veulent entrer après l'avoir nappée de centaines, voire de milliers de « bombes intelligentes ». Une fois les hostilités déclenchées, les forces anglo-américaines pourraient théoriquement se retrouver aux portes de la capitale en une journée. Saddam Hussein, analyse le *LA Times*, « sait que ses troupes n'ont aucun espoir en terrain découvert du fait de l'immense supériorité technologique américaine. Il est indispensable pour lui que la bataille décisive ait lieu à Bagdad, où seront déployés les meilleurs de ses soldats et où la technologie

américaine sera en grande partie neutralisée ».

Fondé sur les rives du Tigre au VIII<sup>e</sup> siècle, Bagdad compte environ quatre millions d'habitants. C'est une ville étendue, aux rues étroites bordées de maisons basses. Autant de caches pour tireurs embusqués. Le reporter du journal *al-Hayat*, quotidien saoudien basé à Londres, écrit que l'une des choses les plus étonnantes « est de voir un peu partout des immeubles se construire » dans cette capitale exsangue et rationnée où les Irakiens, dont les salaires mensuels ne dépassent pas 50 \$US, n'ont aucunement les moyens de s'acheter un appartement. Les prix des matériaux de construction ayant beaucoup baissé depuis le début de la crise, les entrepreneurs en profitent pour construire à bon compte en vue de revendre dans l'après-Saddam, quand le marché immobilier aura redémarré — et en pariant que les dégâts de la guerre seront limités.

Depuis l'entrée des Soviétiques à Berlin en 1945, aucune ville aussi grande n'a été prise militairement. Selon le Pentagone, Bagdad — le régime comme sa population — se prépare à soutenir un long siège. Militairement, la stratégie de l'Irak consisterait à absorber la première vague de bombardements avant de déployer ses troupes autour de la capitale avant l'arrivée des alliés. Deux « cercles défensifs » ont été mis en place, le premier à environ 90 kilomètres de la capitale, le second en banlieue. Des batteries d'artillerie antiaériennes sont installées dans la ville même, où on creuse des tranchées et empile les sacs de sable devant les bâtiments officiels et à certains carrefours.

Mais alors que règne dans la capitale une atmosphère d'attente anxieuse, difficile de savoir si ces sacs sont destinés à lutter contre l'invasion américaine attendue ou contre d'éventuelles émeutes populaires, comme celles de 1991, contre la dictature. « En Irak, les gens ne vivent pas, c'est une immense prison », affirme Basil Razzak, Bagdadien d'origine devenu Montréalais depuis 1985. « Pour les Irakiens, la peur d'une intervention est grande, mais le désespoir est tel que plusieurs d'entre eux se résignent en priant pour que la guerre les sorte de cette prison. » M. Razzak est retourné à Bagdad (« Une ville magnifique ») en 2001 et garde contact avec ses sœurs et ses frères par téléphone. Il a des proches qui sont récemment partis se mettre à l'abri en Syrie, le temps que passe la tempête.

Les risques qui attendent l'armée américaine, pressée d'en finir sans perdre de soldats, n'échappent pas aux stratèges du Pentagone, hantés par le souvenir de Hué, au Vietnam, et de Mogadiscio, en Somalie. Il

s'agit de prendre une ville rue après rue, porte après porte, pièce après pièce. Il y a les tunnels, les sous-sols, les égouts... « La guerre en milieu urbain est sans l'ombre d'un doute le terrain de combat le plus difficile », affirme le colonel à la retraite Randy Gangle. « C'est la pire et la plus complexe des situations pour un soldat. »

Si la guerre se porte dans les rues de Bagdad, avertissait récemment ce spécialiste sur les ondes de PBS, « ne vous attendez pas à une belle guerre propre comme Tempête du désert [en 1991], où presque personne n'a été blessé ». Il affirme qu'un champ de bataille urbain fait normalement 30 % de victimes dans une armée régulière. « Ceci revient à dire que sur un bataillon de mille hommes, vous pouvez vous attendre à ce qu'environ 300 d'entre eux soient tués ou blessés. »

Tous les soldats américains s'entraînent à un moment ou à un autre à la guerre urbaine à la base de Fort Polk, en Louisiane. L'armée affirme consacrer un million de dollars par jour à ce type d'entraînement. Les « jeux de guerre » s'y déroulent 11 fois par année dans une petite ville fabriquée au coût de 58 millions et s'étalent sur une quinzaine de jours chacun, dans les conditions les plus réalistes possible. Chaque fois qu'un exercice a lieu, ceux qui jouent les guérilleros — qui ont une connaissance préalable du terrain — prennent nettement l'avantage. Pour le colonel Gangle, il faudrait au moins doubler le temps d'entraînement, à quatre ou cinq semaines par année. « À l'heure actuelle, les soldats ont à peine le temps de se familiariser avec le combat urbain. Ils ne quittent pas Fort Polk avec une vraie compétence. »



REUTERS  
De jeunes Irakiens s'amusaient cette semaine dans des tranchées à Bagdad.

## PERSPECTIVES

Le président américain et l'Irak

## George Bush veut faire un exemple

Ce n'est pas le pétrole qui motive George Bush, mais la nécessité de faire un exemple, dit l'ancien ambassadeur canadien à l'ONU David Malone



Jean Dion

## Autrement

**J**oie, une campagne électorale. Curieusement, si on fait un peu d'étymologie avant que de passer aux sérieuses choses en lisant dans le texte les programmes des partis, on constate que le mot «campagne» vient du latin *campania*, qui signifie «plaine». Donc, relativement plat. Alors qu'une électorale, de campagne, est tout autre. De l'action. De la substance. De l'effervescence.

Et des promesses. Pouvez pas rester insensibles à ça. Imaginez: dans quelques jours, si vous votez utile, vous paierez 30 % de moins d'impôts et n'aurez plus à attendre à l'urgence où vous vous rendez un vendredi de congé parce que vous aurez la semaine de quatre jours.

Mais avant d'effervesce, étant donné qu'il ne sera pas question d'environnement au cours de cette campagne — je parierais là-dessus toutes les considérables sommes que je ne verserai jamais aux partis politiques, et cela, même si le site ouébe de l'ADQ nous informe qu'*«un don à l'ADQ est un investissement»* —, je vous invite à un moment de silence en mémoire de tous les arbres tombés au combat, transformés en affiches électorales.

Plus un réverbère, plus un poteau, plus une structure cylindrique verticale qui ne soit orné d'un, de deux, de trois, de quatre de ces quadrilatères de carton-pâte comprenant gros plan du solliciteur de suffrages, chouettes coloris et belle phrase qui fait réfléchir le passant jusqu'à demain matin. Étrange. Personnellement, j'aurais tendance à penser que la grosse face de Machin Chose à tous les dix pieds, cela aurait pour effet de faire fuir l'électoral potentiel. Mais s'ils le font, c'est que ça doit marcher. Les partis politiques, c'est bien connu, ne font que des choses qui marchent.

Et puisqu'il est question d'arbres, permettez-moi d'aborder brièvement un autre sujet dont on ne discute pas pendant la campagne mais qui me tient à cœur: les pages jaunes. Gracieuosité de Telus, nous voici maintenant avec deux grosses briques de pages jaunes. Or, moi, je n'ai jamais demandé à avoir une page jaune, et encore moins deux.

Qu'est-ce que c'est que ce gaspillage qui en plus, selon l'une de mes sources dans le monde de la lassitude téléphonique, augmente considérablement le risque du gumbalo chez le citoyen conscientisé qui doit descendre son bac vert du troisième? Pourquoi ne livrent-ils pas les pages jaunes seulement à ceux qui en font la demande, surtout qu'il est beaucoup plus facile de procéder avec un mot clé sur Internet que de trouver un foutu commerce dans les pages jaunes? Chez Maurice? Restaurant Chez Maurice? Café Restaurant Chez Maurice? Le Chez Maurice? Au Café Restaurant Bistrot Bar Snack-Bar Chez Maurice? Maurice Restaurant (Chez)?

Je leur demanderais ça, tenez, si je n'étais d'un naturel timide et plus contemplatif que revendicateur: alors, MM. les chefs, quel est votre plan pour juguler mon angoisse de la page jaune?

Les affiches électorales. Il paraît qu'il y a toute une science derrière ça. C'est une question de symboles, voyez-vous. De subconscient. Vous zeyutez l'affiche à la dérobee, n'en pensez strictement rien, mais elle s'insinue dans votre Ford intérieur et fait son œuvre de persuasion pendant que vous vaquez à vos tâches régulières: repasser des linges à vaisselle, programmer le magnéto pour enregistrer *«Effets des substances psychotropes au Canal Savoie»*, essayer de voir combien vous pouvez faire cuire d'œufs tournés sans casser un seul jaune.

L'affiche comprend notamment un slogan. Le slogan doit tenir en trois ou quatre mots et, dans la mesure du possible, ne signifier strictement rien tout en insufflant une dose de hop-la-vie au sujet observant. Du côté du PQ: *«Restons forts»*. On ne sait pas qui au juste est fort, ni ce qu'est au juste être fort, mais bon, on doit l'être, puisqu'il s'agit de le rester; en cas de baisse de régime, par exemple si vous cassez le jaune dès le premier œuf, c'est très utile. Vous vous dites: *«Reste fort, il n'est pas dit que tu devras convertir le tout en brouillés»*. Cas typique de renforcement de votre fort intérieur.

À l'ADQ, c'est *«L'avenir autrement»*, avec «autrement» en caractères gras. Autrement que quoi? Évidemment, on constate ici tout le risque inhérent à la promiscuité de l'affichage électoral. Ainsi, un badaud qui apercevrait le panneau de l'ADQ tout juste après avoir vu celui du PQ pourrait être tenté d'amalgamer les notions et se dire: *«Hum, ils me proposent l'avenir autrement que de rester fort.»* Arme à trois tranchants puisqu'il y a aussi l'UFF, qui sloganne *«Un autre Québec est possible»*. Autre, autrement, à gauche, à droite, après ça, ils se demandent pourquoi le monde est tout mêlé.

Au PLQ, *«Nous sommes prêts»*. Prêts à réinventer le Québec, subodoré-je, car je refuse de croire que les beaux polos de golf d'il y a six mois ont déjà pris le bord de la poubelle. Toutefois, on ne l'a pas reproduit sur les affiches, sans doute parce qu'au moment de les imprimer, le slogan n'était pas encore prêt.

À part ça, vous y jetterez un coup d'œil et vous me direz si je me goure, mais les affiches de l'ADQ rappellent trop pour que cela ne fût pas une coïncidence *«Les Champions»*. Candidat à l'avant-plan, Mario derrière, c'est Sharron Macready et Craig Stirling et Richard Barrett, sauf que la tour de l'Assemblée nationale a remplacé la fontaine de G'neve. Attention, ils vont peut-être essayer de vous convaincre autrement. Par télépathie.

jdion@ledevoir.com

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR

Paris — Ce n'est ni le pétrole, ni l'urgence de désarmer Saddam Hussein, ni celle de renverser sa dictature sauvage qui motivent les Américains en Irak, estime l'ancien ambassadeur canadien à l'ONU David Malone. Celui qui est aujourd'hui président de l'International Peace Academy à New York estime que si George W. Bush tient tant à intervenir en Irak, c'est pour faire un exemple.

*«Pour moi, le fond de la pensée de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld, c'est qu'ils ont absolument besoin de créer un exemple dissuasif. Ils ont besoin de se donner une arme de dissuasion plus convaincante que l'arme nucléaire et qui puisse convaincre non seulement des gens comme ceux d'Al-Qaïda mais aussi des pays comme la Corée du Nord qu'il ne faut pas s'attaquer aux États-Unis. Ils ont choisi un pays arabe conséquent pour avoir un effet dans tout le monde arabe.»*

L'ancien ambassadeur canadien répondait ainsi à une question de Robert Badinter, ancien ministre de François Mitterrand, lors d'une conférence organisée à Paris par l'Institut français des relations internationales.

Selon David Malone, l'argument pétrolier souvent invoqué par les opposants à la guerre en Irak n'est pas primordial non plus parmi les motifs de l'action américaine. En réalité, dit-il, les Américains sont beaucoup plus intéressés par les ressources pétrolières que les Russes peuvent leur garantir en Asie centrale. *«Bien sûr, le pétrole est une raison, mais ce n'est pas une raison majeure.»*

## Une nouvelle pensée stratégique

Ce n'est pas d'hier que le Conseil de sécurité est obligé d'intervenir en Irak, rappelle Malone. La première intervention date de la fin de la guerre Iran-Irak, en 1987 et 1988. En 1990, lorsque l'Irak a envahi le Koweït, George Bush père a eu beaucoup moins de difficulté à réunir une coalition et à faire voter la résolution 678 donnant un délai de six semaines à l'Irak pour retirer ses troupes.

*«Il faut dire que Saddam Hussein n'avait pas seulement envahi le Koweït, dit Malone. Il avait décidé de l'annexer, purement et simplement. C'est une mesure extrême qui a fait peur à beaucoup d'États.»*

Malone ne croit pas aux théories des opposants à la guerre qui soutiennent que si le père Bush n'est pas allé jusqu'à Bagdad, c'était pour ménager Saddam Hussein. *«Bush n'a pas renversé Hussein parce qu'il n'avait aucun projet précis pour le pays. Il avait peur des forces centrifuges irakiennes, comme les Kurdes et les chiites, qui risquaient d'éclater à tout moment.»*

Mais la pensée stratégique américaine a beaucoup évolué depuis, dit-il. Et cette évolution n'est pas seulement due à l'élection de George W. Bush. Le projet de renverser Saddam Hussein ne date pas de la nouvelle administration. Il est apparu sous Bill Clinton. Dès 1997, rappelle Malone, l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright avait indiqué dans une entrevue télévisée que les sanctions contre l'Irak ne suffiraient pas s'il n'y avait pas de changement de régime.

*«À la fin 1997, une première crise militaire avait éclaté. Clinton avait envoyé des militaires au Moyen-Orient et essayé de convaincre l'opinion de la nécessité d'une intervention militaire. [...] Mais Clinton a*



Les soldats se massaient hier dans le désert koweïtien pour écouter le lieutenant-général Jeff Conway.

dû renoncer. Il était beaucoup plus timoré en matière militaire.»

D'ailleurs, la politique étrangère de Clinton sert aujourd'hui de repoussoir à la nouvelle administration, qui calque plutôt ses stratégies sur celles de Ronald Reagan (plus que sur celles de Bush père). Donald Rumsfeld est issu de l'administration Reagan, celle qui est passée à l'histoire pour avoir triomphé de la guerre froide.

*«Clinton disait les mots que nous voulions entendre, mais il a beaucoup improvisé en politique étrangère, dit Malone. Il n'a jamais établi de relation de confiance avec l'armée. Il a échoué en Somalie. Malgré des succès en Irlande du Nord et des efforts honnêtes en Palestine, il a toujours préféré éviter l'action militaire. [...] Ce n'est pas une grande période dans la politique internationale américaine.»*

## Bush rattrapé par l'histoire

La nouvelle administration ne souhaitait pas s'occuper des conflits régionaux, comme l'Irak, mais se concentrer sur ses relations avec la Russie et la Chine, dit Malone. Mais le 11 septembre 2001 a tout changé. *«C'est alors que les Américains ont compris que les petits problèmes pouvaient les rejoindre et qu'il fallait s'en occuper.»*

La nouvelle théorie de l'«axe du mal» vise à démontrer au reste du monde qu'il ne sert à rien de s'en prendre aux États-Unis. Mais Malone estime que la pensée de Washington est beaucoup moins monolithique qu'on le dit. Il y a de grandes batailles idéologiques dans les couloirs du Pentagone qui expliquent les fréquents changements de discours de George W. Bush.

*«Nous ne sommes pas du tout devant l'empereur sans limites que décrit la presse canadienne, dit Malone. Le public américain est loin d'être convaincu*

*de la stratégie de son président. Il se rappelle du Vietnam et de Beyrouth. Il craint que les problèmes ne commencent avec la reconstruction de l'Irak.»*

*«Surtout que l'économie va mal et qu'il serait étonnant qu'elle aille mieux après la guerre. C'est un sujet très angoissant pour le président, qui a remarqué les manifestations contre la guerre en Europe et qui découvre aujourd'hui l'opposition en Turquie.»*

*«Il ne faut pas se faire d'illusions: Bush joue sa présidence sur l'Irak. Blair et Schroeder aussi. Le seul qui ne joue pas sa tête, c'est Jacques Chirac.»*

L'opposition européenne n'est pas prise au sérieux à Washington, dit Malone, car elle est trop divisée. De plus, l'impasse qui se confirme au Conseil de sécurité inquiète l'ancien ambassadeur car elle met fin à une décennie de relative harmonie entre les cinq puissances qui jouissent d'un droit de veto.

En effet, les cinq membres permanents s'étaient mis à coopérer depuis 1986. Les dissensions ne s'étaient manifestées que sur trois dossiers: le conflit israélo-arabe, sur lequel les États-Unis maintiennent leur veto, le Kosovo, où l'unité est revenue après 1999, et, depuis 1997, l'Irak.

Pour le reste, dit Malone, le Conseil de sécurité a vécu dans une relative harmonie depuis 15 ans. Et cela, même si les décisions du Conseil de sécurité impliquent de plus en plus des mesures coercitives comme le permet l'article 7 de la Charte de l'ONU. Avec 15 nouveaux régimes de sanctions depuis 1990, l'usage de la force est devenu routinier: Bosnie, Kosovo, Somalie, Sierra Leone, Haïti, etc.

*«Cette possibilité de tutelle internationale est un phénomène de plus en plus habituel au Conseil de sécurité. A reculons, celui-ci a été amené à établir sa tutelle administrative dans de nombreuses régions du monde.»*

C'est cette capacité d'action qui pourrait être compromise par les graves dissensions qui viennent d'apparaître entre les cinq grands.

## ONU

SUITE DE LA PAGE B 1

Maureen Dowd, si les faucons de Bush n'ont pas toujours cherché cet isolement.

À l'échelle des moments clés vécus par les Nations unies depuis sa création il y a 58 ans, l'histoire pourrait retenir que la semaine qui se termine rivalise en gravité avec la crise du canal de Suez en 1958 — déclenchée avec la nationalisation du canal par le président Nasser — et celle des missiles cubains — qui plongea fin 1962 l'humanité au bord d'un affrontement nucléaire.

En attendant, un sommet improvisé Bush-Blair-Aznar a lieu demain aux Acores. Sommet diplomatique ou conseil de guerre? Le monde suspendu aux lèvres du Conseil de sécurité, ces derniers jours ont donné lieu à une agitation diplomatique qui paraît pourtant bien vaine, considérant que: il est acquis que la France et la Russie bloqueront par veto toute résolution autorisant le recours à la force; que les États-Unis iront en guerre, avec ou sans l'assentiment de l'ONU; à la frontière irakienne, la machine anglo-américaine n'attend plus qu'un ordre pour foncer sur Bagdad.

Au demeurant, les idées de compromis qui ont circulé au Conseil, donnant à Saddam Hussein un délai de désarmement qui irait au-delà du 17 mars, maintiennent toutes, à terme, la menace de la guerre. En ce sens, elles sont de l'ordre de la manœuvre dilatoire. C'est dans la même veine qu'une quarantaine de pays, la majorité favorable à la poursuite des inspections, ont tenu à la mi-semaine un «débat public» sur la crise irakienne convoqué par le Conseil de sécurité à la demande de pays du mouvement des non-alignés.

## Une guerre déjà gagnée?

Le Canada a poursuivi sa recherche d'un compromis, arrimant ses efforts au Chili et au Mexique, deux pays membres non permanents du Conseil de sécurité.

Dans une entrevue au réseau ABC, dimanche soir dernier, le premier ministre Jean Chrétien déclarait que les États-Unis avaient déjà gagné leur guerre contre l'Irak en exerçant des pressions militaires qui ont, dans les faits, forcé le régime irakien à désarmer. Toujours opposé à «la logique de guerre», le président Jacques Chirac offrira le lendemain la même porte de sortie à la Maison-Blanche, qui refusera de l'emprunter. La contradiction dans la position de M. Chrétien n'a pas échappé à certains observateurs: il déclare que la guerre est gagnée — alors, pourquoi la faire? — tout en faisant circuler à l'ONU une première résolution de compromis qui menace l'Irak de frappes s'il n'a pas désarmé à la fin de mars, puis une seconde qui repousse l'ultimatum au mois d'avril.

Pratiquement seul à tenir encore à la bénédiction onusienne, le secrétaire d'Etat Colin Powell a passé la première moitié de la semaine à se dire confiant de pouvoir rallier une majorité à la résolution de guerre américaine parmi les quinze membres du Conseil de sécurité. En parallèle, la «diplomatie du téléphone» à laquelle s'affairent le président Bush et son entourage pour faire adopter la résolution a semblé moins destinée à faire légitimer l'usage de la force par le Conseil qu'à sortir M. Blair du pétrin et à faire mal paraître le veto auquel serait contraint une France profondément irritante pour le camp de la guerre.

## «Quand est-ce qu'on vote?»

Si l'histoire veut s'en souvenir, mercredi dernier y passera peut-être comme la journée la plus embrumée. Sortant de la réunion du comité sur la Somalie, qu'il préside, l'ambassadeur bulgare, Stefan Tsvorov, avait besoin d'un café avant d'aborder les consultations sur l'Irak. Comment décrire cette journée? «Folle», a-t-il répondu. L'ambassadeur allemand, Günter Pleuger, lui, posait une question embarrassante: *«Quand est-ce qu'on vote et sur quoi?»*

Londres, avec l'appui très distant de Washington, a lancé un ballon d'essai, jonglant avec un petit délai de désarmement pour Bagdad assorti d'une série de conditions — l'une d'entre elles prévoyant que M. Hussein se présente à la télévision et s'engage à détruire ses armes de destruction massives —, une proposition raillée dans les couloirs des Nations unies.

C'est mercredi qu'a commencé à circuler l'idée que les États-Unis pourraient finalement ne pas demander le vote sur la résolution qu'ils tentent de faire passer avec la Grande-Bretagne et l'Espagne, n'arrivant pas à réunir une majorité au Conseil de sécurité. Madrid, par la voix de sa ministre des Affaires étrangères, est le premier à en évoquer la possibilité. Le lendemain matin, M. Blair confie au chef de l'opposition conservatrice que l'adoption d'une nouvelle résolution sur l'Irak lui paraissait *«maintenant moins probable que jamais»*. Les six «indécis» non permanents au Conseil de sécurité — l'Angola, la Guinée, le Cameroun, le Mexique, le Chili et le Pakistan — continuant de se faire tirer l'oreille, M. Powell évoque à son tour la possibilité que les États-Unis renoncent à demander le vote.

Embêtement supplémentaire pour le camp de la guerre: la Turquie, qui prend toujours son temps pour former un nouveau gouvernement. Selon la presse turque, le nouveau premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, jouerait la montre afin de retarder la saisie du Parlement d'une autorisation de déploiement de troupes américaines en Turquie.

Seul baume sur les avatars onusiens de M. Bush: un sondage CBS-New York Times, publié mardi, selon lequel 55 % des Américains pensent que les États-Unis devraient attaquer l'Irak unilatéralement même si le Conseil de sécurité dit non. Comme si l'impatience du président face à l'ONU gagnait son opinion publique.

## «Pourquoi une constitution québécoise?»

Vous trouverez la réponse dans l'ouvrage de Marc Brière :

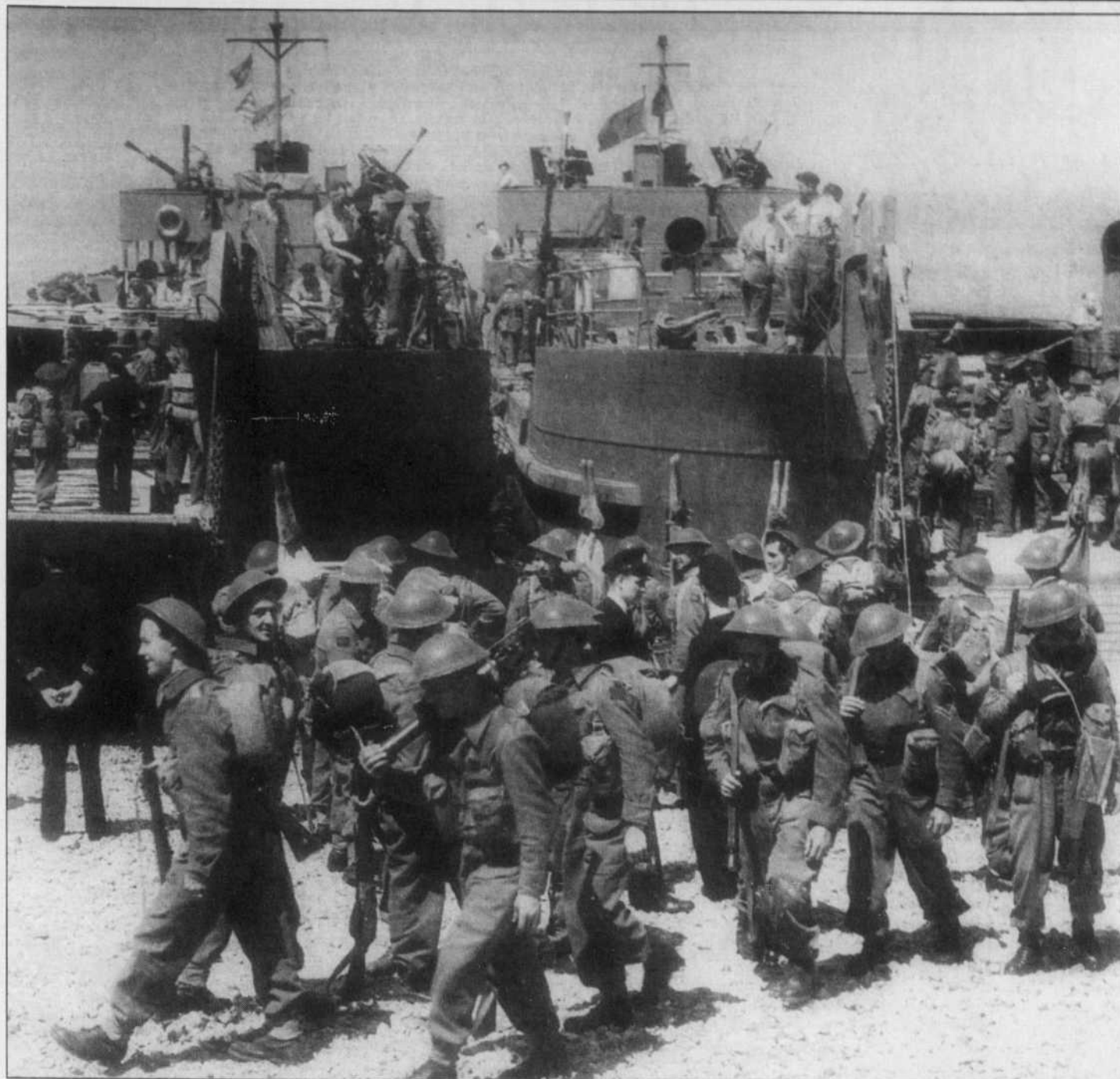
Pour sortir de l'impasse :  
un Québec républicain !

Vieil homme indigne, à la fois passionné et rigoureux, Marc Brière propose ici son analyse de l'impasse politique actuelle et les moyens d'en sortir.

LES ÉDITIONS  
VARIA

ISBN 2-922245-81-0 • 246 p. • 24,95 \$

## • PERSPECTIVES •



Pendant la Deuxième Guerre mondiale, trois gouvernements libéraux ont été défaits dans les provinces: en Ontario en 1943, au Québec et en Saskatchewan en 1944.

ARCHIVES LE DEVOIR

Le scrutin québécois et le conflit en Irak

# Une campagne sur fond de bruit de bottes

*Les tensions internationales ont-elles un impact sur une élection? Les experts sont divisés.*

Guerre et campagne électorale se sont souvent entremêlées dans l'histoire québécoise. Mais aujourd'hui, peut-on croire que les tensions internationales auront un impact sur la campagne en cours? Oui, si l'on s'en tient à la culture politique, à notre « nous intime », disent les uns. Non, si l'on compte les votes, estiment les autres. Et dans chaque cas, le passé est appelé à la rescousse.

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

« Il y a deux sortes de guerre, explique le politologue de l'Université de Montréal Louis Massicotte. Celle dont on fait partie et celle où on n'est pas. Mais dans l'un ou l'autre cas, je ne vois aucun pays qui soit immunisé contre une défaite de son gouvernement sortant. »

La Deuxième Guerre mondiale en a donné des preuves patentes, ajoute-t-il. Au Canada, trois gouvernements libéraux seront défaits dans les provinces: en Ontario en 1943, au Québec et en Saskatchewan en 1944. Et en Grande-Bretagne, même ce brave Winston Churchill, héros de guerre, fut battu en 1945 alors que son pays était encore en guerre contre le Japon.

Son homologue de l'Université de Sherbrooke Jean-Herman Guay retient pourtant tout autre chose de l'histoire. « Il est fascinant, dit-il, de constater les rapports entre la guerre et les élections au Québec. La guerre est un des thèmes où les Québécois se distinguent le plus des autres Canadiens. » Le nationalisme québécois en a profité, et ça risque d'être encore le cas aujourd'hui, précise-t-il.

Les professeurs Guay et Massicotte illustrent en fait les deux manières, complètement différentes, de considérer l'impact des tensions actuelles sur le vote des électeurs. Pour M. Massicotte, comme pour son collègue de l'Université Laval Réjean Pelletier, tant d'événements font la vie politique — l'état de l'économie, le bilan gouvernemental, les enjeux nationaux ou locaux — que ce qui reste de l'actualité internationale devient bien flou, surtout dans un pays qui ne risque pas d'être envahi.

Jean-Herman Guay préfère citer Pierre Elliott Trudeau: « Les neuf dixièmes de la politique, c'est de l'émotion. » Or les menaces de guerre préoccupent les Québécois, comme les manifestations par temps polaire l'ont prouvé le mois dernier. L'inconscient politique s'en trouve affecté, ce qui a son effet sur l'électorat, croit donc M. Guay, tout comme le sociologue Jacques Beauchemin de l'Université du Québec à Montréal.

Ainsi, tous deux disent que les temps de tension favorisent les gouvernements en place. L'inconnu fait peur, comme l'ont très clairement démontré les travaux de psychologie sociale, indique M. Guay. La vie politique n'en donne pas la preuve, rétorquent au contraire les professeurs Massicotte et Pelletier.

« Je suis beaucoup la politique allemande ces derniers temps, raconte ainsi Louis Massicotte. Dès le départ, il y a six mois, [le chancelier] Gerhard Schröder a accordé beaucoup d'importance à la guerre. Mais ça n'a eu aucun effet sur sa cote de popularité: à 29 % d'après, son parti est à son plus bas niveau depuis 50 ans! » Les Allemands manifestent pourtant eux aussi pour la paix.

Les préoccupations actuelles face à la guerre sont aussi à distinguer de celles du passé, souligne pour sa part Réjean Pelletier. L'élection perdue par Maurice Duplessis en 1939 — avec une campagne qui s'est tenue moins d'un mois après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale — avait pour enjeu direct la conscription, et les libéraux fédéraux étaient venus massivement sur le terrain donner un coup de main à leurs compères provinciaux.

« Aujourd'hui, les gens sont moins directement concernés. L'Irak, c'est comme l'intervention en Afghanistan: une guerre lointaine, annoncée depuis longtemps », dit M. Pelletier. La présence canadienne en Afghanistan n'a d'ailleurs eu aucun impact sur les élections partielles du printemps dernier, ironise de son côté M. Massicotte.

Au contraire, la guerre peut facilement devenir très proche, estime Jean-Herman Guay. Non, l'heure n'est plus à la conscription, qui a hâté tant de mariages pour que les jeunes époux échappent à l'armée. Par contre, le terrorisme est une nouvelle forme de guerre dont l'impact psychologique, le 11 septembre l'a démontré, peut être fulgurant.

« Si la guerre est massive, si les événements sont de cet ordre-là, même si l'armée, la défense, la protection du territoire ne sont d'aucune manière de compétence provinciale, les partis vont devoir se prononcer car les électeurs vont vouloir les entendre », estime M. Guay.

### Particularisme

Mais les partis sont tous pacifistes! proteste Réjean Pelletier. Oui, reconnaît M. Guay, à l'image des Québécois, qui devançant de 15 à 20 points dans les sondages les Canadiens des autres provinces pour s'opposer à une intervention américaine en Irak. Or ce pacifisme foncier n'est pas anodin: il a régénéré dans le passé le nationalisme québécois.

L'historien Yvan Lamonde, de l'université McGill, en voit les premières manifestations

lors de la guerre des Boers, en 1899. Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada, était prêt à appuyer la Grande-Bretagne en Afrique du Sud. Ce geste signera sa rupture sans retour avec Henri Bourassa, opposé à l'impérialisme britannique. « L'effet de cette guerre a été fondamental sur le nationalisme canadien-français », affirme M. Lamonde.

Le même scénario se répétera durant les deux guerres mondiales. Jean-Herman Guay rappelle d'ailleurs que la première volonté sécessionniste à s'afficher au Parlement à Québec remonte à 1917. Joseph-Napoléon Francoeur, député libéral de Lotbinière, déposera une motion pour « rompre le pacte fédératif » en raison de la participation canadienne au conflit mondial qui sévit.

Louis Massicotte évoque lui aussi la guerre des Boers, et celles qui ont suivi. Mais c'est pour rappeler qu'à l'époque les Canadiens anglais se percevaient encore comme des Britanniques vivant en colonie alors que les Canadiens français n'avaient plus, depuis l'abandon de la mère patrie, ce type de liens avec l'Europe.

Or ces temps sont révolus. « Aujourd'hui, on voit tout au plus des ferveurs différentielles », dit-il. Et le premier ministre Jean Chrétien ne joue pas, pour le moment, les va-et-en-guerre. Il n'y a donc rien pour alarmer les si pacifistes Québécois.

« La guerre engendre un sentiment de violence du monde et un appétit pour les bons sentiments »

### Motivations électorales

Il ne faut pas faire abstraction du « regard impressionniste » de l'électorat, ajoute Jean-Herman Guay. Depuis 1979, le professeur a mené des entrevues en profondeur durant les campagnes pour comprendre les motivations des électeurs. Il a constaté que, plus que les faits, plus que les déclarations, « la culture politique, c'est la base ». Cette culture repose sur l'intangible: le cynisme des électeurs, leur rapport à l'autorité ou à la taille du gouvernement, ou leur nationalisme plus ou moins latent.

C'est en raison de ce nationalisme-là — que les guerres du passé ont fait éclater au grand jour — et en raison de la sécurité qu'offre un gouvernement connu que M. Guay croit que la situation internationale « peut favoriser — pas de 20 points, mais à la marge — le Parti québécois ».

Le sociologue Jacques Beauchemin, qui partage cette analyse, y ajoute un autre élément: le discours même du PQ. « La guerre, dit-il, engendre un sentiment de violence du monde et un appétit pour les bons sentiments. Tout discours de défense des acquis sociaux, qui est celui du Parti québécois, va paraître un discours de compassion et d'ouverture dans un monde inhumainisé — le discours plus individualiste de l'ADQ servant alors de repoussoir. L'association est plus ou moins consciente, mais elle se fera. »

Dans un tel contexte, le « Restons forts » choisi par le PQ comme slogan de campagne ne nuira certainement pas, croit d'ailleurs Jean-Herman Guay. Mais Louis Massicotte maintient son regard plus terre à terre: « Les gaffes de l'ADQ ont profondément contribué à la remontée du PQ que la crise internationale », conclut-il.

Jusqu'ou aller ?

## La désinformation, arme de guerre

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

« Où est Charlie ben Laden? » On l'aurait repéré et même arrêté. Rumeur aussitôt démentie par Washington, qui défraie néanmoins la manchette alors que les négociations sont de plus en plus difficiles au Conseil de sécurité. Ballon médiatique pour détourner l'attention? Jusqu'ou les Américains sont-ils prêts à s'aventurer pour convaincre leur propre population et le reste du monde de la pertinence d'une guerre en Irak?

Professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP) en marketing politique et social, Robert Bernier est convaincu que l'administration Bush aura recours à la désinformation au cours des prochains jours: « Ils vont croire que c'est un outil légitime de propagande guerrière. »

La prudence est de mise, selon Claude Beauregard, analyste senior au Centre de commandement de la défense nationale et coauteur du livre *Les Médias et la Guerre, de 1914 au World Trade Center*. « Je ne peux dire s'il y aura ou pas désinformation, mais je crois qu'il faut faire attention à l'information qui nous est présentée. » Selon le *New York Times*, un débat fait rage depuis un an au Pentagone sur la pertinence de recourir à la propagande mensongère pour convaincre les populations des pays alliés. M. Beauregard précise que ce procédé était auparavant plutôt utilisé pour influencer les ennemis.

Le passé incite aussi à la méfiance. Claude Beauregard rappelle la mise en scène orchestrée par la firme de relations publiques Hill and Knowlton et commanditée par le groupe Citizen for a Free Kuwait en 1990. La fille de l'ambassadeur koweïtien avait alors affirmé devant un comité sénatorial américain que des soldats irakiens avaient retiré des bébés de leurs incubateurs, une supercherie qui avait influencé l'opinion publique en faveur de la guerre.

Toujours pendant la guerre du Golfe, l'armée américaine alléguait que l'Irak massait ses troupes aux frontières de l'Arabie Saoudite. Devant le refus du Pentagone de dévoiler les photos satellites, un journal de Floride avait acheté celles d'un satellite commercial, qui n'avaient rien montré de tel. Le Pentagone ne s'y est pas fait reprendre: en 2001, il a acheté toutes les images satellites de l'Afghanistan.

### Stratégie de communication américaine

Pour comprendre la présente stratégie de communication américaine, il faut, selon Claude Beauregard, remonter en 1997. À l'époque, un groupe de faucons, dont faisait partie Donald Rumsfeld — l'actuel secrétaire d'État à la Défense —, recommandait dans une lettre adressée à Bill Clinton de relancer l'offensive pour déloger Saddam Hussein. Les arguments invoqués s'apparentaient étrangement à ceux qui le sont ces temps-ci.

Les attentats du 11 septembre ont fourni « l'occasion inespérée » de mettre en branle le plan concocté depuis longtemps par ces faucons, maintenant aux postes clés du Pentagone. « Depuis, la stratégie de communication a toujours porté sur la même chose: faire un lien entre les événements du World Trade Center et Saddam Hussein. Elle n'a pas fonctionné, parce que ce lien n'a jamais été démontré », analyse M. Beauregard.

Washington a aussi tenté de diaboliser Saddam Hussein, en omettant cependant de rappeler qu'il était l'allié des États-Unis dans les années 1980, alors qu'il s'opposait à l'Iran, ajoute le chargé de cours en communication à l'Université du Québec à Montréal.

Un autre axe de la stratégie américaine consiste à jeter le discrédit sur les opposants: « C'est la vieille Europe, c'est le ver de terre [la version française du Sun britannique] avait comparé Jacques Chirac au lombric. On présente les fameuses tombes de soldats américains morts pendant la deuxième guerre et on dit aux Français: "Vous avez oublié." On se sert de l'histoire à des fins de propagande », poursuit M. Beauregard.

Robert Bernier estime que les résultats du plan de communication de Washington, mitigés sur la scène internationale, sont plus probants aux États-Unis, où 55 % des Américains appuient leur président. De retour d'un voyage aux États-Unis, il constate la rancœur à l'égard de la France: « Le peuple américain est profondément fâché que la France ne l'ait pas appuyé. Cette France que les États-Unis ont défendue à deux reprises, sacrifiant la vie de 250 000 hommes », observe l'auteur du récent livre *Un siècle de propagande*.

La propagande, amplement relayée par des médias muselés depuis le 11 septembre, a fonctionné auprès de la population américaine parce qu'elle « renforce des prédispositions déjà existantes chez l'Américain moyen. Ils ont une vision assez simple de tout cela: si quelqu'un se dirige contre eux, il doit être tassé, parce qu'il menace la paix et l'avenir du monde, menaçant ainsi l'avenir des Américains », poursuit M. Bernier.

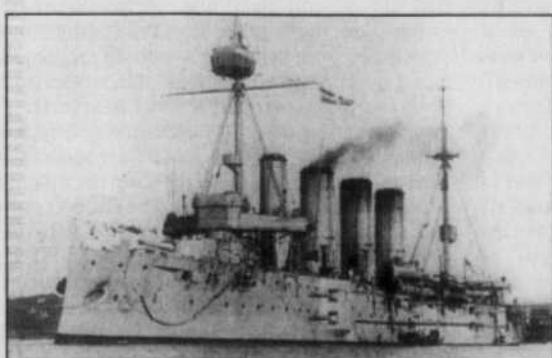
### Le « grand mensonge »

Washington a recours à la fois à la « propagande blanche », qui met en évidence la force de l'armée américaine, et à la « propagande noire », celle du grand mensonge, soutient le professeur de l'ENAP. « Ils ont dit que Saddam disposait d'une capacité nucléaire et bactériologique importante; c'est du mensonge total. L'Irak est un pays très pauvre, qui s'écroule, certes avec un chef qui se maintient au pouvoir dans des conditions horribles, mais qui n'a pas les armes qu'on lui prête. »

Alors que tout le monde attendait le fameux « smoking gun », qui prouverait que l'Irak possède des armes de destruction massive et entretient des liens avec al-Qaïda, l'administration américaine s'est empressée le 5 février dernier, lorsque Colin Powell a présenté ses fameuses preuves. « On s'est aperçu que le rapport britannique auquel il faisait référence était un plagiat. C'est le service de relations publiques de Blair qui l'avait écrit — et non les services secrets britanniques — en se servant de vieilles thèses du début des années 1990 », explique Claude Beauregard.

Un autre mensonge a volé en éclats le 7 mars dernier lorsque l'inspecteur en désarmement nucléaire, Mohammed el-Baradei, a affirmé devant le Conseil de sécurité qu'un des documents sur lesquels Washington et Londres basaient leur fameuse preuve contre Hussein s'avérait être un faux. Le supposé contrat où l'Irak commandait de l'uranium au Niger n'était pas « authentique ». M. el-Baradei n'a toutefois pas précisé d'où provenait la falsification.

Les 700 journalistes et caméramans envoyés sur le terrain, ainsi que ceux postés partout à travers le monde, devront rester sur leurs gardes advenant une guerre. Selon Robert Bernier, il est possible que les Américains évoquent, par exemple, l'existence de « cinq ou six sites de missiles Sam ou Scud », nécessitant l'intervention des célèbres 101<sup>e</sup> ou 82<sup>e</sup> divisions aéroportées pour les détruire. Voilà une belle occasion de prendre des images d'intervention en vol. « Et finalement, les sites, ce sera du vent, de la désinformation... »



Le premier navire de guerre du Canada: le croiseur Niobe.

ARCHIVES LE DEVOIR

# ÉDITORIAL

## Les chiffres qu'on cache

La campagne électorale commence à peine que, déjà, les promesses les plus coûteuses fusent. Et s'il ne s'agissait que de ces promesses! Une analyse des dernières données contenues dans le budget présenté mardi par le ministre des Finances et le Conseil du trésor nous porte à craindre le retour prochain des années de misère dont le Québec a eu tant de mal à s'extirper.

**I**l faut rendre hommage au gouvernement du Parti québécois d'avoir eu le courage d'assainir les finances publiques de la province. Sans cette offensive, nous serions aujourd'hui dans l'impossibilité de faire face à la croissance des besoins, notamment en santé. On se rappellera cependant que cette guerre contre le déficit a été l'un des épisodes les plus dramatiques de la dernière décennie et qu'elle s'est terminée sur un coup de dents improvisé, coûteux et désastreux: la retraite de 35 000 employés. Personne ne souhaite revivre une bataille aussi longue et pénible pour le moral des troupes et la qualité des services publics. Pour éviter cela, il est important, tous en conviennent, que le prochain gouvernement garde le cap sur l'équilibre, et ce, malgré une conjoncture qui ne pourra pas rester au beau fixe éternellement.

Or, si le budget Marois présenté cette semaine respectait grosso modo les paramètres nécessaires à un tel équilibre en période de forte prospérité, il en ira tout autrement au moindre soubresaut de l'économie. Mme Marois prévoit une croissance de 5,5 % cette année pour le Québec, mais chaque point de pourcentage à la baisse entraînerait une chute de revenus d'au moins 400 millions qui s'ajouteraient aux compressions de 400 millions déjà prévues pour couvrir les engagements du dernier budget.

Contrairement à Ottawa, ce budget Marois ne comprend aucune marge de manœuvre. Pire, il engage dès à présent des revenus fédéraux qui ne sont pas assurés et des dépenses qui gonfleront automatiquement les comptes l'an prochain. Il y a aussi le service de la dette, qui augmentera de un milliard d'ici deux ans. Les partis d'opposition ont raison de dénoncer une telle situation, qui hypothèque l'avenir.

Par ailleurs, le gouvernement a laissé exploser sa masse salariale depuis quelques années. Les coûts globaux de la rémunération ont augmenté de 30 % en quatre années seulement! Ce chiffre comprend la croissance des salaires aux échelles, au demeurant plutôt modeste, hausse à laquelle il faut cependant ajouter le règlement sur la relativité salariale, celui sur l'équité ainsi que l'augmentation du nombre d'employés, passé de 413 000 à 440 000 au cours de la même période. Quelle absurdité d'avoir acheté au prix du gonflement de la dette de 2,3 milliards le départ de 35 000 employés qui ont tous été remplacés depuis et auxquels sont venus se greffer des milliers de collègues de plus!

En ce début de campagne, plusieurs électeurs semblent mystifiés par des promesses comme la semaine de quatre jours pour parents de jeunes enfants. Incontestablement, il s'agit là d'un coup de génie politique malgré son côté improvisé tout à fait déplorable. Pourtant, on ferait mieux de jeter un œil attentif du côté des chiffres que les partis avancent. On constaterait que le Parti québécois nous présente un bilan mitigé, fait de succès incontestables mais réalisés à un coût à long terme plus élevé qu'on veut bien l'avouer. Pendant ce temps, adhérents et libéraux tentent toujours de faire miroiter des réductions d'impôts — sur lesquelles nous reviendrons — qui sont radicalement impossibles à moins de sabrer immédiatement et radicalement dans les services et le personnel.

Quel que soit le parti qui l'emportera le 14 avril prochain, il aura à gérer les affaires de l'État de façon beaucoup plus serrée que cela a été le cas au cours des cinq dernières années. Sans quoi, de gauche ou de droite, le prochain gouvernement devra enregistrer d'importants déficits, augmenter les impôts ou ouvrir une nouvelle ronde de douloureuses compressions.

[rsansfacon@ledevoir.ca](mailto:rsansfacon@ledevoir.ca)

## L'aveu d'un échec

**C**onvoqué à la hâte pour demain par le président Bush et les premiers ministres Aznar et Blair, le sommet des Açores est l'aveu d'un échec. Malgré la consommation avide des voies diplomatiques et l'usage marqué d'un troc stipulant que tout vote favorable à la cause défendue par Washington se traduira par l'allocation, sous diverses formes, de soutiens financiers, le trio a échoué dans sa tentative consistant à rallier une majorité d'indécis à ses vues.

Des informations divulguées par des responsables américains et espagnols révèlent que le camp favorisant le recours quasi immédiat aux forces militaires ne dispose pas d'un nombre suffisant de votes qui contraindraient Paris et Moscou à agiter les cartes du veto. Pire, ces mêmes informations indiquent qu'entre Londres et Washington, il y a désormais de l'eau dans le gaz. Dans l'entourage de Blair, on peine à cacher une exaspération certaine à l'endroit de Bush et des siens. Quel est le moteur de cette impatience? Aucune des initiatives prises par les Britanniques au cours de la semaine qui s'achève n'a été publiquement soutenue par Washington. Bien au contraire, l'entourage de Bush a pris soin de laisser tomber que la rencontre des Açores sera l'occasion, entre autres choses, de jauger à quel point Blair tient à ce que la suite du dossier se fasse à l'aune d'une autre résolution.

Si Bush décide de jeter l'éponge pour tout ce qui a trait à l'ONU, comme il semble d'ailleurs très enclin à le faire, il mettra Blair dans une situation extrêmement embarrassante. Et ce, pour une raison qui, jusqu'à la semaine dernière, n'avait guère été abordée mais qui, depuis peu, fait couler beaucoup d'encre, soit la légalité de la chose. À ce propos, on fait ou plutôt une précision juridique mérite une attention particulière.

Il y a quelques jours à peine, 17 professeurs de droit international dans des universités britanniques, et non françaises ou allemandes, ont prévenu Blair que toute attaque contre l'Irak en dehors du cadre de l'ONU pourrait mener les chefs d'État et les chefs militaires devant les tribunaux. Leur argumentation est la suivante: le procès de Nuremberg a créé un précédent stipulant que toute agression sans base juridique ou légale constitue un crime contre la paix. De fait... On devine la suite.

Cette lettre a eu pour conséquence de délier les langues. Ainsi, le commissaire européen aux Affaires étrangères, le Britannique Chris Patten, a souligné qu'en cas de guerre hors de l'ONU, il est probable que l'Union européenne ne déboursa pas un sou pour la reconstruction de l'Irak. Après lui, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré que toute attaque sans la caution de cette instance constituera «une violation» de la Charte des Nations unies. Ce faisant, Annan a réduit toutes les assurances avancées par Washington sur cette dimension du dossier à trois fois rien.

Le fédéral et le «Canada central» (l'Ontario et le Québec) n'ont pas bonne presse — ce qui est un euphémisme — dans l'Ouest à l'heure actuelle. Dérangement autour du registre des armes à feu, ratification de Kyoto, promesse par le gouvernement Chrétien, déboires de l'Alliance canadienne, réticences du gouvernement fédéral à suivre les Américains dans la guerre en Irak: bref, l'Ouest se sent complètement négligé, ignoré.

L'Alberta, pour cette raison, se remet à parler d'autonomie, évoquant même des discussions sur la séparation. Et le Sénat élu? On l'avait oublié, celui-là. Barbara Yaffe écrivait cette semaine dans le *Vancouver Sun* que plusieurs croient qu'il est temps, dans ce dossier, de changer de stratégie et de «passer au plan B». Elle citait notamment Ted Morton, le «sénateur» dûment élu par les Albertains en 1998 et que le gouvernement Chrétien a refusé de nommer au Sénat. Lors d'une conférence à Vancouver, Morton a dit croire que l'Alberta devrait faire comme le Québec, c'est-à-dire exercer le plus de pouvoirs provinciaux possible dans le cadre constitutionnel actuel: «Avoir son propre système fiscal, se constituer un régime de retraite à part, remplacer la GRC par une police provinciale, se retirer volontairement des organismes de commercialisation et aller en court pour contester la ratification de Kyoto.» Morton suggère aussi à l'Alberta et à la Colombie-Britannique de tenir des référendums sur la réforme du Sénat. Pour faire pression sur le fédéral, ces provinces pourraient se servir du jugement de la Cour suprême sur la sécession, «qui oblige le gouvernement fédéral à négocier de bonne foi avec toute province qui obtient une majorité claire sur une question référendaire claire». Depuis la Deuxième Guerre mondiale, écrit Yaffe, la population de l'Alberta et de la Colombie-Britannique a explosé alors que celle du Québec a décliné. La part du PIB du Québec est passée de 26 à 21 % alors que celle de la Colombie-Britannique et de l'Alberta est passée de 18 à 24 %. «Ces provinces méritent plus d'égards de la part d'Ottawa», dit Yaffe. Il faudrait en parler au ministre Dion, conclut-elle, mais il est trop occupé à «vendre le bilinguisme».

### LE DEVOIR

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS



### LETTRES

#### L'erreur de Charest ou le mépris de Landry

Réagissant hier à la décision d'Yves Séguin de se porter candidat libéral, le premier ministre Bernard Landry affirmait ce qui suit: «Mes sentiments sont partagés, a déclaré M. Landry, parce que je me dis qu'enfin, ils auront un comptable, ce qui leur permettra de faire la différence entre des subventions et des crédits d'impôt, erreur lamentable que M. Charest a commise hier encore dans le cas d'IBM.» Cette dernière déclaration de Bernard Landry au sujet de la distinction entre un crédit d'impôt et une subvention faisait suite à l'affirmation de Jean Charest voulant qu'il vaudrait mieux renflouer le budget des hôpitaux plutôt que d'accorder de généreux crédits d'impôt aux entreprises. Celui-ci rappelait notamment que les dépenses fiscales, c'est-à-dire les crédits d'impôt ainsi que tous les autres montants qui échappent au fisc en raison des règles du système fiscal, accordées par le gouvernement du Québec sont passées de 800 millions de dollars en 1996 à 2,1 milliards en 2003.

Que ce soit un crédit d'impôt ou une subvention, il est indéniable que dans les deux cas, il s'agit d'une dépense gouvernementale. Mais Bernard Landry a cependant raison de dire qu'il existe une différence fondamentale entre une subvention et un crédit d'impôt. La

différence réside essentiellement dans la transparence de la gestion des finances publiques. Alors que les subventions importantes seront discutées et débattues de façon publique, les crédits d'impôt se réalisent, bien que s'appuyant sur une disposition législative, sans qu'un réel débat public ne puisse avoir lieu. À vrai dire, Jean Charest a raison de favoriser la transparence de la gestion des fonds publics. Favoriser les crédits d'impôt par rapport aux subventions constitue un mépris de la démocratie.

Alain-Robert Nadeau  
Avocat et docteur en droit  
Le 12 mars 2003

#### Le Québec de demain, une société anglomane?

Nul besoin de ressasser que la télévision est l'intermédiaire culturel éminent de nos sociétés modernes. En étant confortablement assis devant mon petit écran, un constat troublant m'a accaparé: connaissez-vous l'entreprise CanWest Global Communication? Peu importe votre réponse, vous devriez peut-être parcourir le présent texte.

Une épuration des récentes données de Statistique Canada démontre que la langue française a une fois de plus essuyé un recul au Québec. D'ailleurs, il suffit de musarder dans

les rues de Montréal pour le constater. Compte tenu de ceci, mettez-vous dans la peau d'une personne issue de l'immigration qui se détend devant son téléviseur. Que lui est-il offert?

Eh bien... Le Canal Vox, propriété de Vidéotron, propose un court programme hebdomadaire axé sur les communautés culturelles (Mosaïques) tandis que Radio-Canada produit *Culture choc*. Ses diffuseurs privés, quant à eux, brillent par leur absence.

Face à cette mince offre du réseau français, la CanWest Global (CH Montreal) propose une programmation notoire de 76 heures d'émissions à teneur multiculturelle, en 15 langues différentes, représentant 25 communautés ethniques, et ce, à chaque semaine.

Toujours en tenant compte du fait que vous êtes un nouvel arrivant au Québec, vers quelle communauté linguistique allez-vous orienter votre prédilection? Le verdict s'impose ostensiblement.

Si les télédiffuseurs de langue française n'accroissent pas leur offre de services aux immigrants, nombre d'entre eux vont opter pour l'anglais, diminuant ainsi l'existence déjà anémiée de la langue de Molière. Il faudra alors retirer les accents aigus du mot «télévision», accepter la tutelle de Shakespeare à titre de paternel culturel exclusif et se soumettre à l'autorité de son auguste majesté.

Eric Lenghan  
Québec, le 6 mars 2003

### REVUE DE PRESSE

## L'anglosphère et le bilinguisme subventionné

Antoine Robitaille

«**L'**anglosphère»: on parle de plus en plus, en cette période de dissensions entre les États-Unis et la «vieille Europe», de ce projet d'alliance entre les peuples anglophones. L'Angleterre, les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie — qui bénéficient déjà d'Echelon, ce système d'espionnage anglo-saxon qui avait fait hurler la France il y a deux ans — devraient, selon plusieurs, se tenir davantage les coudes.

Gordon Barthos, dans le *Toronto Star*, écrivait ceci hier: cette idée est comme Freddie (ce personnage de films d'horreur qui ne cesse de revenir hanter son ancien quartier). Barthos se réfère à Paul Johnson, historien britannique qui dégageait récemment dans le magazine *Forbes* «quelques leçons de la crise irakienne et démontre ainsi la supériorité morale de l'équipe anglo-américaine». Selon Johnson, l'ONU constitue un «théâtre d'hypocrisie, un repaire de corruption, un haut lieu de marchandages finesses et un séminaire de cynisme». Autrement dit, selon Johnson, l'anglosphère est totalement justifiée d'agir sans l'accord de cette pétatière pour «punir les grands crimes commis en ce monde ou empêcher qu'ils se produisent».

La vision «anglosphère» du monde, explique Barthos, conforte celle des premiers ministres Tony Blair, du Royaume-Uni, et John Howard, de l'Australie. Elle a aussi ses adeptes au Canada, «notamment dans l'armée et dans la presse conservatrice». Mais selon Barthos, ceux qui défendent l'idée d'anglosphère prennent leurs rêves pour la réalité. Certes, selon lui, ces démocraties ont une communauté d'intérêts. «Mais ce club anglo ne pourra jamais remplacer l'ONU en tant que voix légale mondiale. Ce n'est pas un club particulièrement moral ni un groupe particulièrement cohérent.» Sur le plan de la cohérence, Barthos affirme que dans le groupe, le Canada fait passablement bande à part. Et pour cause, dit-il, car sur le plan de la morale, l'anglosphère a certains reproches à se faire. Elle n'a pas tellement bougé pour empêcher les génocides au Rwanda et dans les Balkans pendant les années 90. «Les Canadiens devraient-ils suivre aveuglément les Américains dans leur guerre contre l'Irak, même si ces der-

niers n'ont pas de mandat de l'ONU, et ce, au nom de la seule solidarité de l'anglosphère?» Blair et Howard n'arrivent même pas à avoir l'appui de leur propre population, et les Néo-Zélandais sont très réticents face à la guerre, fait remarquer Barthos. Selon lui, on a tendance à oublier l'autre anglosphère, «celle composée de pays comme l'Inde, le Pakistan, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe [ainsi que] la plupart des îles Caraïbes, l'Irlande, le Kenya, le Bangladesh». Or presque tous ces pays, souligne Barthos, se tournent plus volontiers vers l'ONU et non pas vers les États-Unis lorsqu'il s'agit de définir les règles nécessaires pour affronter des criminels comme Saddam.

Le Canada bilingue. Cette utopie trudeauiste engoutira encore une fois des millions de dollars, déploierait hier le politologue albertain Barry Cooper dans le *National Post*. En effet, le ministre Stéphane Dion annonçait mercredi une augmentation de 35 % des budgets en matière de bilinguisme. «Depuis la mise sur pied de ce programme, 3,6 milliards y auront été investis, soit à peu près l'équivalent des nouveaux subsides accordés à l'armée.» Cooper estime que la logique des langues officielles n'a pas permis aux Québécois de se sentir davantage chez eux au Canada. Et chez eux, ont-ils rendu leur province plus ouverte à leur minorité anglophone? Que non, répond le politologue en citant le cas de la loi 22, «qui a fait du français la seule langue officielle du Québec», et celui de la loi 101, une loi «irritante» s'il en est une et qui a eu besoin de dérogations à la Charte canadienne des droits et libertés pour se maintenir. «À une époque où les Québécois vraiment productifs et bilingues quittent la province parce que leurs talents sont mieux rémunérés ailleurs, et alors que le Canada s'avère «centilingue» et non simplement bilingue, ce plan d'action fédéral ressemble à une mesure d'arrière-garde visant à augmenter encore plus l'intervention de l'État dans la société canadienne, qui en est déjà saturée.»

Le fédéral et le «Canada central» (l'Ontario

et le Québec) n'ont pas bonne presse — ce qui est un euphémisme — dans l'Ouest à l'heure actuelle. Dérangement autour du registre des armes à feu, ratification de Kyoto, promesse par le gouvernement Chrétien, déboires de l'Alliance canadienne, réticences du gouvernement fédéral à suivre les Américains dans la guerre en Irak: bref, l'Ouest se sent complètement négligé, ignoré.

L'Alberta, pour cette raison, se remet à parler d'autonomie, évoquant même des discussions sur la séparation. Et le Sénat élu? On l'avait oublié, celui-là. Barbara Yaffe écrivait cette semaine dans le *Vancouver Sun* que plusieurs croient qu'il est temps, dans ce dossier, de changer de stratégie et de «passer au plan B». Elle citait notamment Ted Morton, le «sénateur» dûment élu par les Albertains en 1998 et que le gouvernement Chrétien a refusé de nommer au Sénat. Lors d'une conférence à Vancouver, Morton a dit croire que l'Alberta devrait faire comme le Québec, c'est-à-dire exercer le plus de pouvoirs provinciaux possible dans le cadre constitutionnel actuel: «Avoir son propre système fiscal, se constituer un régime de retraite à part, remplacer la GRC par une police provinciale, se retirer volontairement des organismes de commercialisation et aller en court pour contester la ratification de Kyoto.» Morton suggère aussi à l'Alberta et à la Colombie-Britannique de tenir des référendums sur la réforme du Sénat. Pour faire pression sur le fédéral, ces provinces pourraient se servir du jugement de la Cour suprême sur la sécession, «qui oblige le gouvernement fédéral à négocier de bonne foi avec toute province qui obtient une majorité claire sur une question référendaire claire». Depuis la Deuxième Guerre mondiale, écrit Yaffe, la population de l'Alberta et de la Colombie-Britannique a explosé alors que celle du Québec a décliné. La part du PIB du Québec est passée de 26 à 21 % alors que celle de la Colombie-Britannique et de l'Alberta est passée de 18 à 24 %. «Ces provinces méritent plus d'égards de la part d'Ottawa», dit Yaffe. Il faudrait en parler au ministre Dion, conclut-elle, mais il est trop occupé à «vendre le bilinguisme».

#### La presse



#### du Canada

## I D É E S



Longtemps humilié, sa bourgeoisie continuellement assommée, sa population faiblement scolarisée, éparpillé sous diverses autorités étatiques et dès lors, par défaut, assujéti à un encadrement ecclésiastique plutôt réactionnaire, le Canada français n'a guère produit d'intellectuels dignes de ce nom avant la génération agitée par l'abbé Groulx à partir de la fin des années 20.

Désarroi chez les intellectuels

## Le silence des agneaux

JEAN-JACQUES SIMARD

Département de sociologie, Université Laval

Ce texte s'inscrit dans une réflexion que nous avons lancée au cours des dernières semaines au sujet du rôle de l'intellectuel dans la société québécoise.

Le thème du «silence des intellectuels» n'est pas neuf au Québec. Le sociologue français Marc-Henry Soulet a publié un livre sous ce titre en 1987, mais il faisait remonter le phénomène à la fin de la décennie 1970 et reprenait une expression qui flottait déjà dans l'air du temps depuis quelques années.

Pénétré de son milieu d'étude par l'observation participante, Soulet prétendait «radioscooper» les intellectuels québécois comme un corps solide, dont l'âme était naturellement nationaliste et dont le cœur penchait spontanément à gauche, du bord de l'État.

Ainsi attribuait-il leur mutisme d'alors aux conjonctures locales: une fois au gouvernement (1976), le Parti québécois avait dû plier les rêves collectifs au compromis de la pratique, engendrant du même coup un début de remise en question de l'État comme instrument d'émancipation sociale. Et la suite n'avait fait qu'empirer le malaise: NON au référendum de 1980, «nuît des longs couteaux» (rapatriement de la Constitution), rabatement des salaires du secteur public, «beau risque»... Ça bouillait donc dans les chaumières parlantes, pour ne rien dire des grandes écoles.

Ces thèses ne se tenaient pas plus, à l'époque, que les arguments du même genre qu'on nous ressert ces temps-ci. Sur le prétendu «silence», on aurait pu leur objecter déjà les plus récentes observations d'Antoine Robitaille: depuis les pages d'opinion des quotidiens jusqu'aux catalogues d'édition, les colloques subventionnés et les revues engagées ou savantes, rien n'indique que les cercles intellectuels aient jamais souffert de rétrécissement, de laryngite ou de crampe mentale, 20 ans en arrière ou à présent.

La tendance va plutôt dans le sens opposé: multiplication, diversification, banalisation des textes d'analyse et de réflexion, des commentaires, essais et débats publics sous toutes sortes d'angles idéologiques (penser au regain de la droite), par des canaux de diffusion toujours plus foisonnants.

### On n'a plus les intellectuels qu'on avait

Évidemment, s'il faut être nationaliste de gauche pour porter l'aurole d'intellectuel québécois, comme le maintient toujours Louis Cornélius, cela vous refole beaucoup de prétendants vers la droite exotique. Dans l'ensemble, toutefois, les critiques contemporains invoquent moins la conjoncture (le «blocage» de la «question nationale») que l'évolution générale de la société québécoise. Lorsque Lise Bissonnette conclut un congrès de la confrérie par cet appel magnétique: «Ce qu'il faut arriver à faire, c'est penser autrement, et c'est cet autre qui est l'espoir de tous ici!», croit-on que la salle grommelle «Vaste programme! Après vous, Madame!»? Pas du tout, elle déclenche «une salve d'applaudissements».

L'appareil consensus pourrait, me semble-t-il, se formuler comme suit: on n'a plus les grands intellectuels publics qu'on avait, et Dieu sait si nous en aurions besoin plus que jamais. Qui, surtout, le Québec depuis les années 80, non seulement au Québec mais en France et aux États-Unis (les deux scènes qui nous sont les plus proches)? Des intellectuels de plus en plus nombreux à déplorer bruyamment sur toutes sortes de tribunes le silence de leurs semblables. Paradoxe.

Le fait «porteur», révélateur, la tendance lourde, ce n'est donc pas le mutisme mais le désarroi, le malai-

se, le vague sentiment d'impuissance et d'insignifiance qui s'est emparé des intellectuels eux-mêmes (je m'inclus dans la bande, avec mes sourires jaunes). Ce qui nous désole, c'est le déclin des maîtres à penser transcendants et englobants que nous aurions voulu imiter et relever: la concurrence multipliée des experts, technocrates, spécialistes, thérapeutes, chroniqueurs, managers, publicitaires, communicateurs, relationnistes, porte-parole autorisés, intervenants du milieu, fabricants d'images, amuseurs publics et autres sondeurs.

C'est la légitimité d'un certain modèle de l'intellectuel qui est en déclin: ce personnage qui, ayant établi son autorité dans un domaine éthéré de la culture seconde (arts, lettres, sciences), fait irruption sur la place publique, se «mêle de ce qui ne le regarde pas», s'engage dans les affaires générales, prend position, se fait conscience critique de la cité commune, pourfendeur du mensonge et de l'injustice, porteur de transcendance, allumeur d'avenir et défenseur d'éternité.

Toute société humaine, n'importe où et n'importe quand, reconnaît une sorte de savoir qui y justifie le pouvoir tout en débouchant sur l'espoir. Des rôles typiques en naissent, depuis le «shaman» des peuples semi-nomades et le «griot» de village jusqu'à l'«expert» ou l'«intervenant» d'aujourd'hui, en passant par le «prophète» juif, le «poète» homérique, l'«augure» romain, le «gourou» indien, le «philosophe» confucéen ou kantien et, oui, hélas!, parce qu'il est aussi irrémédiablement daté et situé dans les démocraties de masse urbanisées, l'«intellectuel public». Je le déplore moi-même, au point d'y trouver toujours des raisons de vivre et d'en languir de nostalgie, mais je crains que son éminence ne soit révolue.

Autant s'y résigner, il n'y aura plus jamais de «grands intellectuels», dans le même sens qu'on ne peut remplacer Homère, Avicenne ou Montaigne. Les grands morts appartiennent à leur espace-temps, qui ne sera plus jamais le nôtre. Ils n'étaient pas si grands que ça, d'ailleurs — vous avez lu leurs conneries vieilles? Mais leurs doctrines embrassaient plus large que nos débats fractionnés et portaient des souffles plus envoiements que le «fonctionnalisme plat» (Bissonnette, encore) qui teinte en effet généralement les discours publics contemporains.

### Le pouvoir a changé

C'est le pouvoir — la manière d'infléchir délibérément le cours des choses — qui a changé et, avec lui, le type de savoir dont il s'inspire. Nous vivons dans une société cybernétique, c'est-à-dire largement autorégulée par les circuits de *feedback*, d'information et d'analyse, qui renseignent les appareils organisés, privés ou publics, sur les effets de leurs actions et commandent en retour leurs incessants ajustements aux circonstances environnantes — à la manière d'un avion branché sur le pilotage automatique.

Partout s'étendent les antennes qui sondent les opinions, fouillent les âmes, tâtent les groupes témoins, consultent les interlocuteurs valables, cumulent des «problématiques», «sensibilisent» aux programmes, opèrent des maillages, mesurent les clientèles, et ainsi de suite, circulairement, peaufinant sans relâche la saisie (compréhension et manipulation) des «besoins à satisfaire» et, en cas de blocage, déclenchent les commissions d'enquête, les «États généraux» ou les contrats de consultants.

Dans ce concert de bruits hypnotisés sur l'instant présent, l'écho médiatique, le rendement à court terme, les décisions à prendre, il reste peu de place pour la distance et la mémoire, la transcendance et l'espérance. D'autant que ces grandioses mirages se nourrissent d'ignorance et d'incertitude tandis que l'«information» dont nous sommes bombardés les éteint. Cela ne veut pas dire que personne n'en veuille plus: au contraire, on en achète désespérément (le «nouvel âge», par exemple) ou on se rabat

vers les assurances censément éprouvées (la «discipline», la «responsabilité», les «valeurs claires»). N'empêche que le créneau du savoir-espoir est de plus en plus marginalisé par le savoir-expert, tourné vers la solution des problèmes concrets, et par le savoir-plaisir, offrant des thérapies passagères contre les angoisses insolubles de la condition humaine.

### Le grenier aux images nostalgiques remplace la conscience historique

Le grenier aux images nostalgiques remplace la conscience historique. La rhétorique de la solidarité enluminée des corporatismes et des clientélismes évidents comme le nez dans la figure. Les formules préfabriquées, les clichés convenus, les enfants qui pleurent et autres épanchements de sensibilité à fleur de peau déclassent les idéologies articulées et les raisonnements durables, exigeants.

La critique se confond avec des revendications d'autant plus éhontées qu'elles sont intéressées. Les antiques identités collectives se réfugient dans le narcissisme des petites différences en mal de reconnaissance officielle. Les slogans creux tiennent lieu de mots d'ordre. Les perçages caquent les calvités (pensons seulement au jargon savantasse de ma race, les universitaires). Bref, la cuvette tend à passer pour du cuir, les pieds nickelés, les enfantillages, les esbrouffes, les états d'âme et le «faire accroire» sont mis sur le même pied que les choses sérieuses. Faire comme si fait pareil.

### Le désarroi des intellectuels est-il pire au Québec?

Longtemps humilié, sa bourgeoisie continuellement assommée, sa population faiblement scolarisée, éparpillé sous diverses autorités étatiques et dès lors, par défaut, assujéti à un encadrement ecclésiastique plutôt réactionnaire, le Canada français n'a guère produit d'intellectuels dignes de ce nom avant la génération agitée par l'abbé Groulx à partir de la fin des années 20 (majorité urbaine: 1921 — un Étienne Parent, un Edmond de Nevers préchaient auparavant dans le désert).

Sur ce front comme tant d'autres, le véritable blocage n'est survenu qu'après 1950, avec l'émergence de la société québécoise proprement dite, en tant qu'horizon géopolitique national. Les quelques grandes voix qui hantent notre mémoire sont nées dans les caves de la Révolution tranquille. Ils — car «elles» y restaient rares — étaient presque tous croyants et sinon, quand même imbibés par une quête «tragique» de transcendance, imposant des limites morales au désir. Ces rigides garde-fous normatifs ont volé en éclats par la suite: la vague universelle d'émancipation et de mobilité sociale des «Trente Glorieuses» s'est conjuguée ici avec une frénésie technocratique particulièrement virgine parce qu'il fallait bâtir l'État. A milliers et à cents, il a fallu soudain se prendre pour d'autres, porteurs d'un avènement collectif payé au prix de reniements pressés et d'ambitions parfois démesurées, tels des moines défringués se précipitant vers toutes les tentations à la fois. On commence à en revenir. Je laisse à d'autres le soin de se plaindre.

La Révolution tranquille (1950-80) a radoubé de fond en comble notre «cabane au Canada». On ne peut simplement plus la reconstruire à neuf, tout y repenser «autrement». Faudrait-il en refaire le toit constitutionnel? Abattre certains murs corporatistes pour ouvrir la place aux jeunes? Déboucher les drains agricoles bourrés de purin de porc? Questions d'intendance. L'époque des grands ingénieurs sociaux est passée. Nous en sommes à l'heure des plombiers. Rien de désastreux. Ils ont l'esprit critique — vous savez, cette façon de se relever d'un coup d'œil sous l'évier en hochant la tête: «Tst, tst, heissékiouzaarangécademème, là, pauvre vous?» Et ils vous requinquent ainsi l'espérance aux lendemains de tuyaux qui chantent.

Un jour que je lui avouais tristement avoir perdu la foi en Dieu, une vieille tante religieuse a essayé de m'encourager: «Prie, prie! Ça va te revenir!» Héritiers de braves gens peu instruits, nous sommes légion à être récemment parvenus au statut d'intellectuel. Prie, prie pour être à la hauteur. Car, de mémoire d'homme, il n'y a jamais eu de société qui ait pu se passer de savoir-espoir.



Gil Courtemanche

## ONU, la saison de tous les dangers

Les pires rumeurs courent ces jours-ci dans les couloirs des Nations unies et dans les chancelleries à propos des tentatives américaines de convaincre les six pays indécis d'appuyer le projet de résolution américano-britannique. Dans le langage convenu des correspondants diplomatiques, on évoque des «efforts intensifs», mais dans celui de tous les jours et surtout celui de la réalité, il faut parler de «tordage de bras», de menaces, de chantage et, pourquoi pas, de corruption.

On rappelle avec insistance au Chili qu'un accord de libre-échange pourrait survenir dans un avenir proche si le pays votait du «bon bord». Sur le Mexique pèsent des menaces de rétorsion économique ou d'une politique d'immigration encore plus restrictive. Dans le cas du Pakistan, c'est la neutralité américaine dans la dispute avec l'Inde sur le Cachemire qui est au cœur du marchandage. Dans le cas des trois pays africains que le hasard a malheureusement installés au Conseil de sécurité en cette année maudite pour l'ONU, ce sont de vulgaires offres que les diplomates américains font en échange de leurs votes.

Ces tractations qui relèvent du cynisme le plus éhonté — que les dirigeants appellent la raison d'État — ne feront rien pour améliorer l'image de cette organisation internationale de plus en plus piégée par une réalité géopolitique radicalement nouvelle, que les structures originelles de l'organisme ne parviennent plus à encadrer. Mais il y a pire: dans la grande stratégie américaine se dessine la volonté systématique d'utiliser la crise irakienne pour marginaliser à jamais ce parlement des nations.

### Puissant courant

Ce n'est pas une ambition nouvelle. Depuis longtemps, un courant minoritaire mais puissant chez les républicains souhaite littéralement saborder l'ONU. Ce courant minoritaire est maintenant au pouvoir. Ces idéologues ont inspiré la déclaration de stratégie fondamentale du gouvernement publiée l'autorisme dernier. C'est dans cette déclaration solennelle qu'est apparu le concept de la guerre préventive. La légitimation de la guerre préventive repose sur le fait que les Américains sont les premiers défenseurs de la démocratie et de la civilisation occidentale et que toute menace perçue contre les intérêts américains se transforme en menace contre la démocratie mondiale. Cet hégémonisme et cette volonté d'en découdre seul avec le sort de la planète ont été exprimés en termes plus crus par un des faucons les plus influents du gouvernement Bush, le sous-secrétaire d'État à la Défense, Paul Wolfowitz, qui déclarait récemment: «Les États-Unis sont trop gros pour les Nations unies.»

Dans les dernières années mais surtout depuis l'arrivée de George W. Bush, les Américains ont systématiquement refusé de souscrire aux traités, politiques ou organismes contraignants parrainés par l'ONU, comme le protocole de Kyoto, le traité interdisant la fabrication de mines antipersonnel, la Cour de justice internationale, les programmes de l'ONU de contrôle des naissances, etc. La stratégie des unilatéralistes est double: saper la crédibilité politique de l'ONU en la privant de la participation américaine et poursuivre la protection des intérêts économiques américains à travers des organismes internationaux qu'ils contrôlent vraiment, soit l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

La semaine dernière, le président Bush déclarait que l'issue du vote au Conseil de sécurité, si celui-ci n'allait pas dans le sens souhaité par les Américains, prouverait que les Nations unies ne sont plus que la Société des nations, l'ancêtre de l'ONU imaginé par le président américain Woodrow Wilson, qui disparut en fumée quand l'Europe entendit les premiers bruits de bottes hitlériennes.

### Brutale franchise

Le discours américain est d'une clarté et d'une franchise brutales. En n'approuvant pas la guerre contre l'Irak, l'ONU aura prouvé de façon définitive qu'il est totalement obsolète et inutile parce qu'il refuse de faire respecter ses propres résolutions par la force. Bien sûr, ce discours fait preuve d'une amnésie qu'on ne relève pas assez souvent puisque les Américains, à propos d'Israël, ont maintes fois utilisé leur veto pour empêcher ce même Conseil de sécurité de faire respecter ses résolutions.

Devant ce véritable coup de force, les Nations unies semblent bien démunies. Si l'aval est donné à la guerre, une majorité de l'opinion mondiale verra la preuve que les États-Unis peuvent manipuler les Nations unies au mépris de la volonté politique des peuples. Si les États-Unis s'en vont en guerre sans l'approbation de la communauté internationale, le président verra sa volonté de désengagement de l'ONU justifiée dans l'opinion politique américaine. Et force est d'avouer que les Nations unies sans les États-Unis, ce n'est pas l'idéal. Seule une prise de conscience politique de la part des pays indécis, seul un sursaut moral et responsable qui infligerait une défaite éclatante à la résolution américaine et qui forcerait Washington à attaquer presque seul pourrait sortir l'ONU de ce piège diabolique dans lequel les faucons de la Maison-Blanche l'ont coincé.

P.S.: j'ai remarqué que ni M. Charest ni M. Dumont ne portent le petit ruban blanc qui symbolise l'opposition à la guerre. Devons-nous comprendre qu'ils l'approuvent?

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (épigé), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Prévost (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Eric Desrochers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzette (directrice); Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufour (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commiss). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION: Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heuroux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

## SANTÉ

## Les poussées de fièvre de la planète bleue

*Le réchauffement global déroule le tapis rouge aux maladies émergentes et aux canicules mortelles*

Avec le réchauffement de la planète, certains se prennent à rêver d'étés québécois sans fin et d'hivers californiens. Mais le réchauffement global, après avoir fait frémir les environnementalistes, fait sourciller les responsables de la santé publique et traîne déjà dans son sillage une foule de nouveaux problèmes de santé. Même sous ses latitudes nordiques, le Québec n'est pas en reste.

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

**V**agues de chaleur mortelles, smog intense, virus transportés par les moustiques et maladies émergentes: autant de phénomènes autrefois rarissimes au nord du 45<sup>e</sup> parallèle qui risquent de devenir de plus en plus communs à notre latitude, affirme

ment des observateurs de la scène environnementale. Pour le Dr Louis Drouin, spécialiste de la santé environnementale à la Direction de la santé publique, les effets concrets du réchauffement de la planète sur la santé au Québec ne sont pas que pures spéculations. À son avis, les inondations de 1996 au Saguenay, le verglas de 1998 et les feux de forêt dévastateurs de l'été 2002 ne constituent qu'un avant-goût de ce que nous réserve ce fameux réchauffement global.

«C'est sûr que les grands changements climatiques se réalisent sur des périodes qui s'étendent sur 20, 30 ou 40 ans. Mais ce qui est clair, c'est que ces changements ont déjà commencé à avoir des impacts au Québec», affirme ce médecin.

Durant la crise du verglas, on a rapporté 30 décès directement liés aux conditions climatiques et 354 intoxications au monoxyde de carbone. «C'est très clair qu'il y a une augmentation de la morbidité, notamment des hospitalisations, et de la mortalité à la suite d'un événement climatique extrême», dit-il.

Plus que le verglas, ce sont les montées en flèche du mercure dans nos contrées nordiques qui vont peser la plus grande menace sur la santé humaine, diagnostiquent les météorologues. Toutes les études démontrent que les épisodes de canicule qui se multiplient durant nos étés sont devenus l'ennemi numéro un de la santé publique.

Dans un récent exposé réalisé devant la Commission sur les transports de l'Assemblée nationale, le Dr Drouin révélait qu'une brève canicule de quatre jours, vécue au Québec en juin 1994, s'est soldée par une soixantaine de décès additionnels par jour.

«Alors que le nombre moyen de décès durant l'année était de 43, on a enregistré jusqu'à 100 mortalités par jour durant cet épisode», soutient-il. Et cela parce que les enfants de moins de quatre ans, les personnes âgées et vulnérables sont les premières affectées par les chaleurs caniculaires.

Le phénomène est depuis longtemps documenté aux États-Unis, où l'on rapporte chaque année de 1500 à 2000 décès liés aux *heat waves*. Au cours des 100 dernières années, la température terrestre s'est réchauffée d'environ un demi-degré en moyenne et on s'attend à une hausse de ces épisodes de canicule dans les régions nordiques.

Selon plusieurs experts, l'impact de ces vagues de chaleur extrême sera d'autant plus senti dans les régions nordiques où les humains et les conditions de vie sont peu adaptés aux sursauts du thermomètre.

Devant une commission du gouvernement américain sur les changements climatiques, le professeur Laurence Kalkstein, un éminent expert du Center for Climatic Research de l'Université du Delaware, soutenait en 1995 qu'une augmentation de la température moyenne de 1 à 3 degrés aux États-Unis aurait le potentiel de tuer des milliers de personnes de plus chaque année. Cette même année, une vague de chaleur faisait d'ailleurs 500 morts à Chicago, entre le 10 et le 20 juillet.

En 1997, le même chercheur dévoilait une étude réalisée dans 40 régions métropolitaines de plus de un million d'habitants démontrant que le nombre de morts additionnelles causées par les chaleurs caniculaires avait oscillé entre 30 et 50 par jour. À Philadelphie, on rapportait jusqu'à 126 décès en plus lors de vagues de chaleur. Mais qu'en est-il au Canada?

En Ontario, on recense déjà une vingtaine de décès par année dus aux canicules dans la seule ville de Toronto. Le plus récent rapport du gouvernement fédéral sur les changements climatiques soutient que, d'ici 2020, réchauffement global aidant, ce nombre pourrait grimper à 300, et à 563 d'ici 2050.

«C'est pourquoi il faut s'adapter et développer des stratégies. À Montréal, le taux de climatisation ne dépasse pas 20%, par rapport à 60% à Toronto. Il faut adapter le design urbain et revoir les normes de construction pour diminuer la chaleur dans les logements», insiste le Dr Drouin.

Dans les métropoles du nord, les maisons de brique rouge aux toits de goudron, où vivent des populations vulnérables, constituent de véritables trappes à chaleur en temps de canicule.

En plus de faire grimper le mercure, la chaleur am-



Les événements climatiques extrêmes, favorisés par le réchauffement planétaire, expliquent la résurgence de maladies appartenant à un autre siècle. Les fortes pluies, les inondations, les ouragans et parfois même les grandes sécheresses sont des tremplins de choix pour la prolifération de certains moustiques et d'autres microbes autrement rarement fréquentés.

REUTERS

biant joue aussi un effet multiplicateur sur la concentration de plusieurs polluants atmosphériques dangereux pour la santé humaine. Selon le Dr Drouin, la chaleur accablante entraîne une escalade marquée de l'ozone au sol et des particules, deux polluants connus pour provoquer une panoplie de problèmes de santé.

L'été dernier, les gigantesques panaches de fumée provoqués par les feux de forêt monstres de la Baie-James — autre conséquence des variations climatiques — ont entraîné une hausse marquée des hospitalisations à Montréal.

**Les épisodes de canicule qui se multiplient durant nos étés sont devenus l'ennemi numéro un de la santé publique.**

«On a atteint des records de pollution, avec des concentrations de 132 microgrammes de particules par mètre cube, par rapport à 20 à 30 en temps normal. On peut s'attendre à ce qu'il y ait eu une hausse de 20 et 30% des hospitalisations», assure le Dr Drouin.

Pas étonnant, puisque ces particules en suspension dans l'air, ainsi que les émissions d'ozone au sol, qui forment le smog, sont à l'origine de nombreux problèmes respiratoires, d'asthme et de problèmes cardiaques. Une étude du Dr Mark Goldberg, épidémiologiste à l'Université McGill, a prouvé que le lien entre ces polluants et l'achalandage dans les hôpitaux est réel. En 2001, à Montréal, on a observé une hausse de près de 17% des décès chez les personnes âgées les jours de canicule, lorsque la concentration de particules a atteint 100 mg/m<sup>3</sup>.

Rien de plus réjouissant pour l'ozone, un autre polluant qui carbure aussi à la chaleur et au soleil. On lui attribue une hausse d'environ 22% des visites à l'urgence reliées à des problèmes respiratoires lorsque sa concentration atteint 75 mg/m<sup>3</sup>.

En 2002, Montréal a vécu pas moins de 12 épisodes de smog estival, alors qu'elle n'en a subi aucun en 2001, gracieuseté d'un été gris et pluvieux.

## Moustiques et tiques

Comme si ce n'était pas assez, on estime que le réchauffement climatique favorisera aussi l'étendue de certaines maladies en rendant nos pays tempérés et nordiques plus conviviaux à une foule de petites bestioles, plus nuisibles les unes que les autres.

La recrudescence de plusieurs maladies vectorielles transportées par certains moustiques, dont le désormais illustre virus du Nil occidental (VNO), n'est que l'une des conséquences d'étés plus longs aux altitudes de plus en plus tropicales.

Aux États-Unis, on s'inquiète d'ailleurs depuis plusieurs années de la présence accrue de moustiques susceptibles d'être les vecteurs de la malaria, de la fièvre jaune et de fièvres hémorragiques. Des maladies pourtant éradiquées depuis le siècle dernier en Amérique grâce à l'urbanisation, au remplissage des marécages et à diverses mesures d'hygiène publique.

Depuis le début des années 90, des cas de malaria contractée aux États-Unis sont pourtant de nouveau

rapportés au New Jersey, à New York, au Texas et au Michigan.

Selon le Dr Drouin, certains scénarios font état d'une remontée possible de la malaria jusqu'aux frontières canadiennes, mais ce n'est qu'une timide menace par rapport à ce qui plane sur certains pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique, voisins de zones déjà endémiques.

De deux millions par année, le nombre de morts dus à la malaria dans le Tiers-Monde pourrait grimper à trois millions en raison du seul rehaussement des températures. Si nos habitudes de vie urbaines, qui favorisent peu de contacts avec les maringouins, sont en mesure de stopper la progression de la malaria en terres nordiques, il en est tout autrement dans les bidonvilles insalubres de l'hémisphère sud.

La lente montée de la maladie de Lyme vers le Canada, un syndrome neurologique entraîné par la morsure de tiques porteuses d'un parasite, serait aussi le tribut du réchauffement vécu dans le nord-est du continent.

## Climats extrêmes

Plus que la canicule, on croit que ce sont surtout les événements climatiques extrêmes, favorisés par le réchauffement de la planète, qui expliquent la résurgence de maladies appartenant à un autre siècle. Les fortes pluies, les inondations, les ouragans et parfois même les grandes sécheresses sont des tremplins de choix pour la prolifération de certains moustiques et d'autres microbes autrement rarement fréquentés.

Quand El Niño est sorti de ses gonds en 1993, le sud-ouest des États-Unis, aux prises avec des inondations provoquées par des pluies torrentielles, s'est retrouvé aux prises avec une rare épidémie d'hantavirus pulmonaire, une maladie grave transmise aux humains par l'excrément des rats qui en porteurs. Les rongeurs, dont la population s'est multipliée par 20 en raison de l'abondance de certaines plantes, avaient entraîné l'infestation de plusieurs résidences et 164 cas d'infection, dont la moitié mortelles.

Pour certains épidémiologistes, il est clair que la surveillance des changements climatiques dans l'avenir sera un prédicteur assez fiable des problèmes de santé à venir. Dis-moi le temps qu'il fait et je te dirai qui est malade...

«Tous ces phénomènes, que ce soit le verglas, les feux de forêt ou les tornades, vont augmenter en sévérité et en fréquence avec le réchauffement de la planète. Il y aura des impacts sur la santé et il faudra développer des stratégies pour y faire face», pense le Dr Drouin.

Si les systèmes de surveillance les plus sophistiqués pourraient limiter les impacts négatifs du réchauffement, ils ne pourront empêcher la montée de fièvre dont souffre la planète bleue.

«La seule vraie solution, c'est de s'attaquer à la source du problème en limitant les gaz à effet de serre (GES) produits par l'activité humaine, ajoute-t-il. Il faut déléguer les énergies fossiles et se tourner vers les énergies propres et renouvelables. Il en va de notre santé.»

## EN BREF

## Gaietés estudiantines

(ASP) — Désireux d'impressionner ses collègues étudiants («Ça fait même pas mal!»), un jeune homme a décidé de boire une gorgée d'azote liquide. En moins de deux secondes, il était effondré sur le plancher du laboratoire de chimie, en proie à une douleur incontrôlable et bientôt incapable de respirer. «Tout mon système gastro-intestinal a été sévèrement attaqué et perforé», décrit-il dans le journal *Chemical Health and Safety*. Il lui a fallu huit semaines avant de quitter l'hôpital. Un peu plus sage, sans doute.

## Bonne bouffe et dopamine

(ASP) — Les experts savent depuis longtemps que le fait de bien manger déclenche dans notre cerveau la production de dopamine, une substance chimique qui est à l'origine du plaisir que nous ressentons. Mais voici une surprise: le simple fait de regarder un mets qui nous fait envie déclenche la production de cette même substance! C'est d'ailleurs ce qui explique que nous ayons tant de mal à résister à la tentation d'une belle tarte au sucre... Selon le psychiatre américain Nora Volkow, du Laboratoire national Brookhaven, plus la personne désire un mets, plus la production de dopamine est élevée. Une bonne excuse à donner la prochaine fois que vous n'aurez pas respecté votre régime!

## Pour ou contre les OGM: la suite

(ASP) — Le pays où a commencé une partie de la levée de boucliers contre les OGM réexamine le dossier. L'Association médicale britannique a en effet annoncé qu'elle se pencherait sur les études consacrées aux organismes génétiquement modifiés. C'est cette même association qui, en 1999, alors que la Grande-Bretagne vibrait au rythme des anti-OGM, avait publié un rapport contenant les premières préoccupations scientifiquement étayées sur les effets à long terme de ces aliments sur la santé humaine. Il est temps de repasser au crible les arguments d'il y a quatre ans, allègue à présent l'association, à la lumière des recherches entreprises depuis. L'un des membres, sir Peter Lachman, de l'Université de Cambridge, interrogé par la BBC, semble avoir déjà fait son nid: «Je ne crois pas qu'il y ait de raison de penser que les aliments génétiquement modifiés soient globalement dangereux pour la santé humaine.» Il faut dire que, si on sent ce besoin de réviser les données, c'est que depuis le rapport de 1999, les recherches sur lesquelles s'appuyaient les inquiétudes ont été en partie discréditées. Le rapport de l'association, qui représente quelque 80% des médecins britanniques, est souvent brandi par les groupes écologiques, et aurait été l'une des principales justifications avancées par le gouvernement de Zambie, l'été dernier, pour refuser l'entrée chez lui d'OGM.

## Ebola: 106 morts au Congo

Brazzaville (AFP) — Au moins 106 personnes sont mortes du virus Ebola depuis janvier dernier dans le nord-ouest du Congo, dans le département de la Cuvette Ouest, selon un nouveau bilan officiel. Le nombre total de personnes touchées par l'épidémie de fièvre hémorragique est de 120 dans les districts de Kellé et de Mbomo. Ces districts, situés respectivement à 700 km et à 800 km au nord-ouest de Brazzaville, sont les deux foyers de l'épidémie, a indiqué le directeur de la lutte contre la maladie au ministère congolais de la Santé, Joseph Mboussa. Le ministre congolais de la Santé et de la Population, Alain Moka, a quitté Brazzaville jeudi soir pour Washington où il prendra part, les 18 et 19 mars, à une réunion internationale sur les moyens de combattre les épidémies d'Ebola en Afrique centrale. Un comité tentera de mobiliser les bailleurs de fonds pour obtenir leur implication dans la lutte contre les épidémies d'Ebola. «La réunion de Washington est très importante pour nous parce qu'il s'agira de mobiliser la communauté financière internationale face à Ebola, qui ravage les populations humaines et animales», a déclaré M. Moka.